

CHEMINEMENTS, TOURISME ET GOUVERNANCE TERRITORIALE

AVANT-PROPOS

À chaque touriste, son cheminement, ses espaces traversés. Dans ces trajectoires de circulation temporaire, les touristes dessinent autant d'itinéraires qui ne cessent de transgresser les limites de territoires attribués et appropriés par un groupe social. Par ses pratiques, ses choix de lieux et sa progression dans l'espace, le touriste peut constituer une opportunité pour les habitants de ces territoires mais aussi une nuisance éventuelle, occasionnée par les traces indélébiles de son passage.

Dans la prise en charge de ces circulations, l'action publique en matière de tourisme n'a cessé de se complexifier. Elle a occasionné un foisonnement d'initiatives portées par une multitude d'acteurs, traduisant une imbrication des différents niveaux de pouvoirs et l'interdépendance entre échelles d'intervention. En un mot, s'affirme une gouvernance territoriale qui ne cesse de s'adapter et d'imaginer les ressorts qui pourraient être favorables à la conservation, la gestion et la valorisation des ressources dans ses projets touristiques.

Ce numéro se propose d'éclairer les incertitudes et les tensions qui s'invitent désormais au cœur même des logiques d'actions observées dans plusieurs contextes territoriaux du sud-ouest européen (France, Espagne et Portugal).

Autant de regards portés par des géographes attentifs à ce désir d'espace et de nature que portent les sociétés urbaines sur le monde rural, mais aussi à la frontière comme limite institutionnelle persistante pouvant constituer un frein pour le projet européen transfrontalier. Cette grille de lecture s'attache enfin à questionner les processus de régionalisation et de transferts de compétences à l'œuvre dans le domaine de l'aménagement des territoires dans une perspective comparative et historique.

La première contribution aborde la construction touristique des chemins de Saint-Jacques en Espagne. Le phénomène jacquaire est ici appréhendé dans une approche géo-historique qui vise à mieux comprendre la complexité des jeux d'acteurs notamment autour de la gestion du bien espagnol inscrit sur la Liste du patrimoine mondial (1993). Si l'analyse complexe des rapports de pouvoirs entre l'État, l'Église et le gouvernement régional de la Galice témoigne d'une volonté de ces institutions de peser dans la gestion du phénomène *xacobeo*, elle constitue également un point de repère déterminant pour observer le niveau de prise en charge du phénomène jacquaire dans le contexte français.

En effet, la deuxième contribution propose de questionner à partir du décryptage du système d'acteurs en présence, les défis de l'action partenariale autour de la gouvernance du bien culturel français inscrit sur la Liste du patrimoine mondial : « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France » (1998). Face à une labellisation plus tardive qu'en Espagne, l'itinérance jacquaire semble aujourd'hui constituer un chantier majeur dans le champ du tourisme.

La troisième contribution étudie l'évolution de la gouvernance territoriale à Saint-Jacques-de-Compostelle en lien avec l'émergence d'un pôle touristique controversé : la *Cidade da Cultura de Galicia*. Capitale régionale de la Galice, la ville comprend deux pôles patrimoniaux inscrits sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO (la vieille ville et les chemins de Saint-Jacques). En interrogeant la politique régionale de construction d'un équipement culturel, cette réflexion démontre à la fois la rupture des consensus de gouvernance dans la collaboration entre acteurs institutionnels et privés et une difficulté

à connecter ce nouveau site touristique aux itinéraires traditionnellement empruntés par les touristes.

Le prisme des relations partenariales entre public-privé permet également dans une quatrième contribution de mieux comprendre l'évolution des modes de gouvernance des trains touristiques. Le chemin est ici de fer et les liens avec le tourisme révèlent à la fois, la richesse de ce patrimoine ferroviaire qui a participé à la mise en tourisme de nombreux territoires, l'enjeu de sa conservation, la fragilité de ces lignes ferroviaires ainsi que les conditions requises au développement de ces trains touristiques.

Ces conditions requises au développement du tourisme, elles sont également débattues dans la cinquième contribution. Après l'établissement d'une réserve de la biosphère par l'UNESCO en 2009 pour gérer l'espace naturel protégé transfrontalier du Gérês-Xurés, il semble

que les logiques d'intervention des acteurs en présence ne renvoient pas aux mêmes modes de gouvernance. La frontière qui semble s'être effacée pour le touriste, tant le passage y semble aujourd'hui aisément, demeure toutefois un lieu de confrontation où les dispositifs peinent à s'articuler. Deux conceptions des politiques d'aménagement touristique sont à l'œuvre : centralisatrice pour le Portugal, avec davantage d'autonomie pour le pouvoir galicien.

Cette gestion publique du tourisme décentralisée, il en est question dans la sixième contribution. À partir de plusieurs initiatives portées par des gouvernements régionaux et locaux, l'analyse dévoile les enjeux de la régionalisation du tourisme en Espagne. Ce cheminement vers une administration régionale renforcée du tourisme, nous invite d'ailleurs à transposer cette réflexion à partir de la nouvelle carte qui vient d'émerger en France.

Sébastien Rayssac